

DRINK
DOW'S ALE
Standard of Strength
and Quality

**Le Monde
Ouvrier**



**The Labor
World**

TRY
BLACK HORSE
ALE
100 Years of Brewing
Experience behind it

Rédaction : 11, rue Saint-Paul Ouest

« INSTRUIRE ET AMELIORER »

Téléphone : LAncaster 5361

A bâtons rompus

Non, mais ce que le maire Houde a pris pour son rhume, c'est venu de tous les côtés à la fois. Que de patriotes nous avons ! A les entendre, nous serions devenus plus royalistes que le roi ; si la Grande-Bretagne était menacée, nous volerions tous à son secours ; le premier et dernier coups de canon seraient tirés par un Canadien-français du Québec. Aussi quelle idée notre maire a-t-il eue de douter du loyalisme de ses compatriotes et de le dire surtout ! Il aurait pu garder cela pour lui, sachant que des milliers, des milliers et encore des milliers de nos "canayens" pensent comme lui, n'ont absolument rien de commun avec les "bloks" d'Angleterre, ne tiennent pas du tout à se battre pour l'Empire, ni à être entraînés dans les affaires des vieux pays.

Il est allé trop loin, en disant que "si la guerre éclate et que l'Italie combatte l'Angleterre, la sympathie des Canadiens-français du Québec ira à l'Italie." Non, mon cher Camillien, vous faites erreur. Vos compatriotes ne prendraient pas fait et cause pour le dictateur Mussolini parce que le pape est généralement un Italien. Ce n'est pas la même chose que l'histoire des zouaves pontificaux, puis les cartes sont assez mêlées sans les mêler davantage. Le gros des Canadiens-français et des autres ne veulent participer à aucune guerre européenne. Quant aux sympathies, ça ne coûte pas cher et elles seraient divisées entre l'Angleterre et la France, mais vers l'Italie, nenni, pas plus que vers l'Allemagne.

Non, on aura beau le nier — nous avons une mentalité bien à nous — les affaires d'Europe ne nous intéressent guère. Si notre pays était attaqué, tous nous le défendrions et nous serions heureux d'avoir l'appui de nos voisins d'outre-45e ligne, sur lequel d'ailleurs nous pouvons compter. Agissons donc en conséquence.

* * *

Dans ce qu'a dit le maire Houde, il y a beaucoup de vrai, et c'est ce qui a suscité la tempête de protestations qui s'est élevée, mais parmi ceux qui ont protesté le plus fort combien ne sont-ils pas responsables du fossé de plus en plus profond qui sépare le Québec des autres provinces, de la mentalité "nationaliste" et de clocher qu'on développe de plus en plus chez les nôtres et qui pue le fascisme à plein nez ?

Il y en a tellement peu qui ont le courage de dire ce qu'ils pensent — surtout quand cela peut leur causer des ennuis — que je ne puis m'empêcher de dire : "Envoie fort, Camillien", mais d'ajouter, par acquit de conscience : "mets-y un peu de formes".

* * *

J'avais l'intention de faire la revue de ce qui se passe dans le "salon de la race" où l'on se déchausse sans aucune gêne et où le langage dont on se sert ferait rougir un charretier de grosse voiture, mais à quoi bon ? Je serais obligé de dire du mal de mon prochain — celui-ci fût-il premier ministre ou simple député, il est mon prochain quand même — et comme nous venons d'entrer dans le carême, je me suis promis de faire pénitence et d'éviter toutes les occasions de pécher ; de plus, comme à part des insinuations et des injures rien de bien utile pour la province ne s'y passe, que bien peu de travail s'accomplit, passons outre. Il est difficile, toutefois, d'oublier ce que cette lugubre farce coûte à Baptiste.

* * *

Un journal américain s'étonne de ce que tant de politiciens à Washington s'arrachent les cheveux de désespoir et se lamentent que le président Roosevelt entraîne son pays dans une autre guerre européenne parce que les Etats-Unis ont vendu des avions à un pays ami : la France ; mais ces mêmes politiciens se sont tenus bien coi lorsque des milliers et des milliers de tonnes de métal ont été vendues à un autre pays moins sympathique et moins ami : le Japon, qui s'est empressé d'en faire des canons avec lesquels les Japonais massacrent les habitants d'un autre pays ami : la Chine, et qui pourraient bien un jour ou l'autre servir à bombarder les côtes américaines.

Cela me rappelle que, lors de la dernière saison de navigation, ici même dans le port de Montréal, des navires allemands venaient charger des cargaisons entières de vieux fer en destination du Japon et que pas un de nos nationalistes, fascistes et nazistes en herbe n'a protesté. Mais mettre une salle à la disposition de Canadiens retour du front espagnol, quel crime et quelle nouvelle tempête de protestations, c'était encourager le communisme, etc., etc.

Tas de Tartufes, que faites-vous donc de votre charité chrétienne ?

* * *

Vous savez que le premier ministre de Hongrie, un dénommé Bela Imredi (genre Duplessis, paraît-il) a démissionné dernièrement parce qu'il y avait opposition à son projet de restrictions envers la race juive. On

Les sympathies du mouvement ouvrier international

A l'occasion de la mort de Sa Sainteté Pie XI, les unions internationales de la ville de Montréal, par l'entremise du Conseil des Métiers et du Travail de Montréal, ont fait parvenir le cablogramme suivant à Son Eminence le cardinal Rodrigue Villeneuve, primat de l'Eglise canadienne, qui se trouvait à Rome :

"Montréal, 16 février 1939.

Eminence Cardinal Rodrigue Villeneuve,
Cité Vaticane, Italie.

Plus vives sympathies dans le deuil cruel qui frappe la catholicité universelle, perte pape Pie XI. Unions ouvrières internationales vous prient transmettre condoléances occasion décès chef suprême Sa Sainteté.

J.-E. GARIEPY, secrétaire,
Conseil des Métiers et du Travail, Montréal.
11 St-Paul Ouest, Montréal."

Le secrétaire du Conseil des Métiers et du Travail vient de recevoir l'accusé de réception suivant :

"Citta Vaticano, 21 février 1939.

Secrétaire, Conseil Métiers,
11, rue St-Paul Ouest, Montréal.

Remercie vivement condoléances si regretté décès.

Card. PACELLI, Camerlingue."

vient d'annoncer que depuis ce monsieur a découvert qu'un de ses arrière-grands-parents était juif. Tableau !

Vous verrez qu'un jour il sera prouvé par $a + b$ que Hitler n'est même pas un Allemand et n'est pas 100% Aryen ou que, dans sa jeunesse il serait tombé en grand amour avec une juive qui l'aurait balancé.

Rien de nouveau sous le soleil, pas vrai ; tout s'explique.

* * *

Un "hold up", à l'hôtel Blackstone, à Miami, en Floride, a rapporté à ses cinq participants la jolie somme de \$200,000 ; les bandits ont fracturé comme de rien n'était tous les coffrets de sûreté après avoir ligoté une dizaine d'employés et clients. Une veuve joyeuse de New-York s'est fait enlever pour près de \$100,000 en argent et bijoux ; une autre a perdu \$550 qu'elle venait de gagner au bingo, et ainsi de suite.

Un vol est toujours un vol, évidemment ; mais que dire d'une "bonne femme" qui court les boîtes de nuit avec pour plus de \$50,000 de bijoux sur elle ? D'après le chef de police de Miami, c'est ce qui explique le nombre de vols qui se commettent, les volés invitant les voleurs.

Un fait certain, c'est que personne ne pourra me voler \$100,000, ni à vous non plus, et pour cause.

* * *

Si on mettait autant de zèle à appliquer la "loi du cadenas" aux propagandistes du fascisme et du nazisme que Duplessis et ses "flics" en mettent à poursuivre les communistes, on serait bientôt débarrassé de toutes ces idées extrémistes dont nous n'avons que faire. Il paraîtrait que le maire Houde a l'intention d'empêcher la tenue d'assemblées fascistes dans les salles publiques de Montréal. Tout ça, c'est de la bouillie pour les chats : la loi du cadenas duplessiste pour les communistes, le baillon à la Houde pour les fascistes. Que devient la liberté de penser avec toutes ces mesures restrictives et dictatoriales ! Moi, je suis pour la liberté absolue de prêcher n'importe quelle doctrine, de croire n'importe quoi, du moment que cela se fait dans le respect de la loi et de la légalité : une fausse doctrine perd plus à être connue qu'à être persécutée, c'est plus démocratique dans tous les cas et ça passe plus vite.

* * *

Je ne sais plus qui disait, ces jours derniers, que l'Allemagne était bien embêtée avec sa nouvelle acquisition : les Sudètes, qui compliquait sa situation économique au lieu de l'améliorer et qu'il serait fort possible que ce territoire soit retourné à la Tchécoslovaquie. Alors pourquoi toute cette agitation ? Plus ça marche, moins on comprend.

* * *

Tous les Canadiens, surtout les Canadiens-français catholiques de la province de Québec, entretiennent l'espérance que le primat de l'Eglise catholique au Canada, Son Eminence le cardinal Rodrigue Villeneuve, soit choisi par le prochain conclave pour succéder à S. S. Pie XI sur le trône de Saint Pierre. Cette espérance a pu naître grâce à la situation plus qu'embrouillée dans les affaires européennes. Chaque nation fait valoir ses prétentions pour le choix du successeur de S. S. Pie XI. Il est possible que les cardinaux décident que leur choix doit se porter sur un cardinal étranger aux querelles des peuples de la vieille Europe et qu'ils donnent leurs suffrages à un prince de l'Eglise de l'Amérique du Nord. Dans ce cas, la prière unanime des catholiques du Québec serait exaucée. Prions Dieu que, pour une fois, un fils du Canada devienne le Vicaire de Jésus-Christ.

SOCIUS.

La qualité prime tout

THÉ
"SALADA"

207

La vie des unions ouvrières par Ben. Drolet

CHEZ LES TRAVAILLEURS EN CHAUSSURES

Pour le bénéfice des unions ouvrières qui se réunissent aux quartiers généraux de la B. & S. W. U., à 1331A rue Ste-Catherine est, on a le plaisir de leur apprendre que cette organisation gardera de nouveau son immeuble pour une autre année. Cette décision fut prise par l'exécutif du local 249, au cours d'une réunion tenue mercredi dernier, sous la présidence du confrère Ovide Drolet.

Le confrère Charles McKercher annonça avec regret la mort d'un des plus actifs militants de cette union, le confrère Armand Fontaine, ses héritiers auront le privilège de retirer des bénéfices de décès au montant de \$300. Un vote de condoléances et de sympathies sera adressé à sa famille éplorée. Le confrère McKercher ajouta que le bureau général de la B. & S. W. U. avait payé depuis les derniers douze mois, la somme de \$2,400 en bénéfices mortuaires.

On rapporte que les classifications qui seront appliquées aux divers départements du "fittage" dans les fabriques de chaussures ont déjà reçu l'approbation entière de l'union et sont actuellement devant le comité paritaire de l'industrie de la chaussure de cette province, qui aurait l'intention d'adopter le système d'établir des classifications en quatre catégories, et les salaires pour chacune d'elles comprendraient les prix à l'heure de 40, 35, 30 et 25 sous de l'heure, selon le travail à être effectué par la main-d'oeuvre féminine.

Comme on s'y attendait, la soirée organisée par le local 249 à la salle Auditorium, a été un véritable succès; sans se tromper on peut affirmer que plus de 500 personnes assistaient à cette soirée récréative et sociale.

Un grand nombre d'officiers et de membres des unions-soeurs patronisèrent cette fête, parmi lesquels on distinguait: MM. J.-E. Gariépy, secrétaire du Conseil des Métiers et du Travail; Hugh Corrigan, du même conseil; Albert Roy et Mlle Hélène Crevier, des unions de la fourrure; A. G. Mondor et Jules Boulet, de l'union des peintres; Nelson Fortier, Ed. Désormiers, de l'union des employés de tavernes; Paul Fournier, de l'union des chapeliers; Candide Rochefort, député de Ste-Marie; M. et Mme Belland; Ben. Drolet, du "Monde Ouvrier", et autres dont les noms nous échappent.

Le succès de cet événement social revient au comité d'organisation composé des confrères Ovide Drolet, N. Gervais, L. Thibault, C. McKercher, Jos. Giroux, Mlle E. Tremblay et A. Riendeau, Jos. Beaugard, H. Galarneau, G. Dupont, A. Desrosiers et Delphis Jodoin. Le président du comité, M. Ovide Drolet, prie le "Monde Ouvrier" de remercier en son nom toutes les personnes qui ont bien voulu contribuer au succès de cette fête.

CHEZ LES DEBARDEURS

L'Association internationale des Débardeurs, local 375, Montréal, tenait dimanche dernier une assemblée fort intéressante pour les membres. Au début de l'assemblée, les membres adoptèrent unanimement une résolution de condoléances à l'occasion de la mort de S. S. Pie XI, qui a été prise debout durant deux minutes de silence, exprimant les vives sympathies de l'Association.

Le président Troloas donna des renseignements aux membres relativement au bon de garantie (fidelity bond) tel que compris dans leur contrat avec les armateurs.

UNE GREVE DANS LA CONFECTION DE LA ROBE

Un cas sérieux se présente à l'attention des employés de la Rose Dress, manufacture de robes située à 423 rue Mayor. Ces ouvrières au nombre de 130 quittèrent le travail il y a déjà plus de quatre semaines, parce que M. C. Rotham, propriétaire de cet établissement, voulait leur imposer une réduction de salaire de 10 pour cent, contrairement à l'entente conclue entre la "Dress Manufacturers' Guild", dont il est un des membres et le local 262 de la ILGWU. Un avis lui a été signifié que d'ici à trois jours il devrait consentir à soumettre le litige à l'arbitrage ou sinon une action en dommages serait prise contre lui pour perte de temps et les dommages encourus par les ouvrières.

Il appert que le propriétaire dudit établissement aurait agi en contravention aux articles 15, 16, 29 et 30 de la loi des conventions collectives de travail en congédiant ses employées parce qu'elles refusaient d'accepter une réduction de salaires.

On répète dans le milieu des ouvrières que si M. Rotham persiste à refuser d'entrer en négociations pour en venir à une entente, une action de \$150,000 sera intentée à la firme en question en recouvrement des pertes de salaires depuis le début des hostilités, ainsi que les frais et dommages causés aux intéressées. On dit que c'est la première fois qu'une action de ce genre sera prise contre un patron dans cette province; on s'attend à des développements considérables dans cette affaire.

UNE FETE ANNIVERSAIRE BIEN REUSSIE

Dimanche dernier avait lieu la célébration du 20e anniversaire de fondation du local 112, de l'union internationale des ouvriers et ouvrières du manteau et costume pour dames. Il y a en effet vingt ans que nous avons aidé à la formation de cette union locale et que ce n'est pas sans difficultés que nous avons réussi à faire de celle-ci une filiale importante de l'ILGWU.

La fête fut tenue au club Scandinavien, rue de la Montagne, sous la présidence d'honneur de M. et Mme Raoul Trépanier, président du Congrès des Métiers et du Travail de Montréal et vice-président du Congrès des Métiers et du Travail du Canada.

Il y eut un banquet auquel assistaient plus de 200 convives et qui fut servi par des garçons de tables membres de l'union des employés d'hôtels et de restaurants, local 382.

A la table d'honneur on distinguait: M. et Mme R. Trépanier; Bernard Shane, M. et Mme Albert Bourgon, M. et Mme H. Desrochers, M. et Mme R. Robitaille, président du local 112; M. et Mme Eugène Boudrias, inspecteur du comité paritaire de l'industrie du manteau; L. Brass, auditeur général de l'ILGWU de New-York.

On remarquait aussi dans l'assistance: MM. Nelson Fortier, E. Désormiers, président et secrétaire de l'union des employés de tavernes, local 200; Claude Jodoin, organisateur du local 262 de la robe; S. Kraissman, organisateur de la même organisation; J. A. E. Pin et Ben Drolet chroniqueurs ouvriers. M. Eugène Boudrias agissait comme maître de cérémonie et présenta les orateurs suivants: R. Trépanier, Bernard Shane, C. Jodoin, R. Robitaille et S. Kraissman, qui tous s'appliquèrent à vanter le dévouement des officiers du local 112.

ELECTION D'OFFICIERS AU LOCAL 115

Le local 115 (Canadien-français) de l'union amalgamée des ouvriers de la confection pour hommes, a procédé lundi dernier, à l'élection de ses officiers. Presque tous furent élus par acclamation et en voici le résultat: Président, M. Chabot; vice-président, C. Lalumière; secrétaire archiviste correspondant et publiciste, Léo Sénécal; secrétaire trésorier, Paul Gauthier.

Bureau conjoint: L. Oigny, H. Forget, A. Cherrier, C. Lalumière, Léo Sénécal.

Bureau exécutif: M. Alexandre, A. Boucher, M. A. Deschênes, B. Normand, J. Rolland, Léo Oigny, P. Gauthier, J. P. Ménard, A. Vallières, Côme Roy, Mme Yvonne Beauchamp.

Délégués au Conseil des Métiers et du Travail: Hector Forget, Côme Roy, J. B. Sabourin, C. Lalumière, Mme Yvonne Beauchamp.

Le confrère A. Duquette remercia les officiers sortant de charge du dévouement dont ils ont fait preuve pour faire du local 115 ce qu'il est aujourd'hui. Il souhaite aux nouveaux officiers tout le succès possible et il espère qu'ils suivront la voie que leurs prédécesseurs leur ont tracée.

Il fit allusion à l'organe mensuel "L'Alguilleur" qui paraîtra le quatrième mercredi de chaque mois et qui est destiné spécialement aux membres canadiens-français de la confection pour hommes.

Parlant du cercle éducationnel, M. Duquette souligna que cet organisme est en bonne voie de succès, et l'on procéda ensuite à l'élection de ses officiers avec le résultat suivant: Président, Léo Oigny; vice-président, H. Forget; secrétaire, G. Lacasse; publiciste, Mme Yvonne Beauchamp; directeurs: Léo Sénécal, A. Deschênes, J. P. Ménard, M. Alexandre, Paul Gauthier. Le cercle est à préparer un thé causerie spécialement pour l'élément féminin, qui en même temps sera le début d'une campagne de recrutement. On procédera à l'installation des officiers à la prochaine assemblée.

LES CANDIDATS CHEZ LES TYPOGRAPHES

Samedi prochain, le 4 mars, les typographes seront appelés à choisir leurs officiers. Un bureau de votation sera ouvert à partir de midi pour être fermé à 8 heures du soir, à l'ouverture de l'assemblée régulière qui, par exception, n'aura pas lieu l'après-midi.

Le président actuel, J.-W. Blaquière, ne s'étant pas présenté, la lutte se fera entre les trois candidats suivants: Charles Coutu, J.-Robert Guy et Rodolphe Valiquette. C'est dire que l'Union aura un président nouveau, quel que soit le résultat de l'élection.

Le secrétaire-trésorier Henri Richard, qui fut élu pour la première fois en 1929, aura pour adversaire le même candidat qu'il a défait l'an dernier, C.-E. Chalifour, qui tient à prendre sa "revanche".

Il y a huit candidats pour trois positions au comité exécutif. Les concurrents sont: Jacques Bertrand, J.-W. Blaquière, Omer Daigneault, Philippe Dallaire, Albert Fugère, J.-E. Gariépy, Arthur Leclair, et Lucien LeComte.

Au Conseil des Métiers et du Travail, il faut quatre délégués et six candidats sont en lice: J.-W. Blaquière, Gaston Francq, J.-E. Gariépy, Arthur Leclair, A.-F. Ricard, et Rodolphe Valiquette.

Il y a trois délégués à élire pour le Conseil des Métiers alliés de l'Imprimerie et à la Ligue de l'Étiquette et les cinq candidats suivants sont en présence: J. Adolphe Arduin, J.-W. Blaquière, Gaston Francq, Albert Fugère et A.-F. Ricard, secrétaire actuel du Conseil.

Les membres arriérés sont instamment priés de se mettre en règle au plus tôt pour ne pas perdre leur droit de vote.

Pour avoir droit de vote, un membre doit avoir payé les redevances du mois de janvier 1939.

Quoique tout soit tranquille, il y a tout lieu de conjecturer que la semaine prochaine sera active pour tous les candidats.

Tous les candidats ont confiance d'être élus. Souhaitons seulement que les typographes choisissent leurs officiers en faisant entrer en ligne de compte les capacités réelles des candidats plutôt que les préférences personnelles, les animosités et les préjugés, et qu'ils aient en vue partout et toujours la grandeur de leur union.

M. ARTHUR MARTEL AUX TROIS-RIVIERES

Plus de 200 personnes ont assisté à la grande assemblée du local 134 de la Fraternité internationale des employés de la Canada Iron and Foundries tenue dimanche après-midi à la salle du Conseil des Métiers et du Travail. Au cours de la réunion, une minute de silence fut observée à l'occasion de la mort du souverain Pontife à la demande du président Roland Grenier. Celui-ci présenta les invités à l'auditoire. Le local 134 recevait pour la circonstance M. Arthur Martel, président de la Fédération provinciale du Travail.

Il félicita les officiers du local 134 de l'avoir invité à leur assemblée de propagande. Ces assemblées sont d'une importance capitale dans les temps que nous traversons, dit M. Martel.

"Pour que le succès couronne vos efforts, il faut de la coopération et de la conviction. Tous et chacun d'entre vous devez appartenir à l'organisation. Partout où les Canadiens ont eu à faire des démonstrations, ils ont su le faire avec dignité. Comment se fait-il que lorsqu'il s'agit de leurs propres intérêts ils oublient le principe qui veut que "charité bien ordonnée commence par soi-même".

"Il nous faut sauvegarder nos droits d'ouvriers. Si les grands financiers ont dépensé la somme d'environ cinq millions de dollars pour combattre les ouvriers qui tentaient de s'organiser, n'est-ce pas là la preuve la plus évidente de la nécessité de l'union.

"De nos jours, nous ne devons pas trop nous fier aux gouvernements pour accorder de meilleures conditions de travail et des salaires dont nous avons besoin pour subvenir aux besoins de nos familles, car eux-mêmes en ont plus qu'ils peuvent en faire au point de vue d'administration.

"Notre mouvement est né sous le signe de la force. Tout ce qu'il peut subir ce sont des retards, surtout en temps de crise."

M. J.-B. Arsenault montra ensuite l'importance de l'organisation ouvrière. Il expliqua à l'assistance le succès des entrevues des faiseurs de papier et des employés de la section de la pulpe et du sulfite avec leurs patrons, tant à l'International qu'à la St. Lawrence. La tolérance et la coopération sont la base de ces succès. Il termina en faisant l'éloge de la Fédération provinciale du Travail.

De nombreux autres orateurs surent intéresser l'auditoire par leurs judicieuses remarques.

CHEZ LES BUANDIERS

La campagne de recrutement de l'union des buandiers et teinturiers, local 123 bat son plein, l'assemblée qui a eu lieu vendredi dernier, a eu pour effet d'amener quarante nouvelles recrues.

Le nouveau président, le confrère L. Brissette occupait le fauteuil assisté des vice-présidents A. Lavoie et Flore Kelly. Les quelque deux cents personnes présentes ont eu la bonne fortune d'entendre M. Arthur Martel, président de la Fédération provinciale du Travail leur parler du besoin pressant de serrer les cordes et de s'unir solidement afin de faire face à toutes les difficultés qui se présentent dû au fait de l'introduction du système néfaste dans certains ateliers qui exige chaque jour des employés une production exagérée d'ouvrage, ce qui cause un tort considérable à la virilité de l'ouvrier. M. Martel profita de l'occasion, alors que l'on était à distribuer "Le Monde Ouvrier" dans lequel on donnait une illustration de ce qu'est le Home de la Fraternité Unie des charpentiers-menuisiers d'Amérique établi à Lakeland, Floride, pour en faire l'éloge.

Ce spacieux refuge héberge actuellement aux frais de la Fraternité, 325 pensionnés, qui vivent dans le calme et la tranquillité et jouissent d'un climat idéal. Tout ceci est dû grâce à une véritable solidarité de l'union de la classe ouvrière. M. Martel termine ses remarques en souhaitant que l'union des buandiers et teinturiers puisse un jour réaliser ce qui a été atteint par la Fraternité Unie des charpentiers et menuisiers d'Amérique. M. Martel fut vivement remercié pour son intéressante causerie sur l'organisation ouvrière.

Gin de KUYPER

RECETTE ORIGINALE DE LA PONCE

- Le jus d'un citron
- Eau bien chaude
- Sucre au goût
- Un peu de muscade
- Deux doigts de GIN DE KUYPER

302F

40 onces
26 onces
10 onces

\$280
\$200
90¢

Distillé et embouteillé au Canada sous la surveillance directe de JOHN de KUYPER & SON, Distillateurs, Rotterdam, Hollande. Maison fondée en 1695.

Choses d'Espagne vues impartialement

Les divergences d'opinion sont permises au Canada, et c'est heureux, car il est plutôt rare que nous soyons d'accord : pendant que l'Est veut ceci, l'Ouest y est opposé et vice-versa. Dans le Québec, l'élément de langue anglaise ne pense pas très souvent dans le même sens que la population d'origine française. Dans la classe ouvrière, c'est la même chose et c'est peut-être encore plus accentué. On est divisé en de multiples camps, chacun tirant de son côté et se détestant mutuellement plus ou moins cordialement. S'il est vrai que la liberté est le meilleur de ce que les pays démocratiques assurent au peuple, cela ne va pas sans un certain risque lorsqu'ils ont à faire face à des États totalitaires où la volonté d'un dictateur fait force de loi et où aucune divergence d'opinions n'est permise. Mais même dans les pays démocratiques il semble y avoir tendance à restreindre la liberté de penser ou de dire tout haut ce qu'on pense tout bas.

Prenons en exemple l'affaire d'Espagne. A tort ou à raison, on a orienté l'opinion canadienne-française en faveur de Franco et de ses soudards musulmans : on nous le représente comme le repart du catholicisme, le défenseur de la religion, le prototype du patriotisme. Par contre, l'élément anglo-canadien est presque unanime en faveur du gouvernement loyaliste et considère Franco comme l'instrument servile de Hitler et de Mussolini. Il y a certes exagération de côté et d'autre, mais où est la note juste ? C'est assez difficile à établir, quoique, à la lumière de certains faits, on peut faire des déductions assez logiques.

Ce conflit dure depuis plus de deux ans. Au début, ce fut un coup d'état militaire et royaliste, c'était le peuple contre l'armée et l'ancien régime aristocratique d'antan. Pour qui connaît un tant soi peu l'histoire de l'Espagne, il est avéré que le peuple fut tenu dans l'ignorance et la misère la plus abjecte, répétition de ce qui se passait en Russie czariste : mêmes causes qui ont produit les mêmes effets — tout comme cela s'est passé dans d'autres pays et comme cela se passera encore dans les pays où les mêmes conditions existent. Il est indéniable que ces sursauts de colère populaire amènent des abus, l'Histoire fourmille d'exemples. Ne citons que la révolution française de 1793, le règne de la Terreur, etc., mouvement sanglant s'il en fut mais d'où pourtant sont sorties les institutions démocratiques dont nous nous réclamons aujourd'hui. On ne peut que regretter les excès sanguinaires de la lie du peuple qui domina la situation au début, mais ces horreurs ont été dépassées et de beaucoup par les massacres de milliers de femmes et d'enfants, meurtres prémédités et accomplis de sang froid par les soudards de Franco, dans le seul but de jeter la terreur parmi la population civile.

Dans le but de limiter le conflit, un pacte de non-intervention fut conclu entre les pays démocratiques et les pays totalitaires ; les premiers le respectèrent, les autres le violèrent et n'en continuèrent pas moins à fournir hommes et munitions à Franco. Comme preuve de sa sincérité, le gouvernement loyaliste licencia tous ses volontaires étrangers, mais Mussolini, par contre, déclara à maintes reprises — et il tient parole — que ses soldats italiens ne quitteraient le territoire espagnol qu'après la victoire complète de Franco, victoire par les armes et victoire politique.

Voilà les faits. Résultat : Franco est victorieux, la guerre est pratiquement finie ; l'armée loyaliste, mal outillée, n'a pu résister aux forces coalisées de Hitler et de Mussolini ; tandis que les loyalistes étaient abandonnés par respect du pacte de non-intervention signé par la France et la Grande-Bretagne qui, pour beaucoup, ont joué un jeu de dupes dans toute cette affaire. L'Histoire écrira les responsabilités.

Mais, au fait, on a prétendu que c'était la Russie communiste qui avait voulu cette guerre. Mais alors comment expliquer que, puissante comme elle est en hommes, en matériel de guerre, elle ait abandonné ses alliés ? Simple question qui, pour nous, résume toute la situation et démontre l'inanité de cette déclaration. Laissons la question espagnole, tout en espérant que la paix règne dans ce malheureux pays, victime des ambitions de dictateurs qui font trembler l'Europe et compromettent notre régime démocratique.

Le lait, l'aliment par excellence

En vue de la quantité énorme de lait qui se produit au Canada tous les ans — plusieurs millions de gallons — il est singulier que la consommation de cet aliment par tête de la population ne dépasse deux tiers d'une chopine, dit Laura Pepper dans le bulletin intitulé "Le lait — l'aliment par excellence", publié par le Ministère fédéral de l'Agriculture. Il faut chercher l'explication de cette faible consommation dans le fait que beaucoup de gens ne se rendent pas compte du rôle important que cette nourriture réellement indispensable joue dans le développement du corps. La consommation actuelle par tête est bien inférieure à celle que recommandent les spécialistes, qui ont fait une étude de la nutrition.

La Commission technique du Comité de la santé de la Société des nations recommande l'emploi quotidien de 750 grammes de lait (environ une chopine et un tiers) pour les enfants âgés de 1 à 2 ans, et de 1,000 grammes (environ une chopine et 4-5 pour les enfants de 2 à 14 ans). La Commission insiste également sur le fait que le lait devrait entrer pour une bonne part dans la nourriture à tous les âges.

Le lait devrait être à la base de tous les repas pour les enfants et les adultes. Une quantité quotidienne de une chopine et demie à une pinte pour tous les en-

fants, spécialement pendant les années de la croissance la plus rapide, fournit le calcium nécessaire ainsi que les vitamines et d'autres facteurs qui stimulent la croissance. Une chopine de lait par jour fait beaucoup de bien aux grandes personnes, non seulement à cause des calories que le lait fournit, mais à cause de ces propriétés, qui sont essentielles pour le maintien de la santé.

Le lait est un des aliments appelés "protecteurs", utiles surtout pour leur matière minérale, leurs vitamines et leur richesse en protéine. Il se classe au premier rang des aliments parce qu'il fournit plus des choses essentielles à la nourriture que tout autre. En d'autres termes, aucun autre aliment ne peut la remplacer. Ce bulletin que l'on peut obtenir gratuitement en en faisant la demande au bureau de publicité et d'extension, Ministère fédéral de l'Agriculture, Ottawa, traite d'une manière concise des faits les plus importants de cette question, par exemple la valeur du lait dans la nourriture, le lait sous différentes formes, le soin du lait sur la ferme et jusqu'à sa livraison au consommateur, la consommation et l'emploi du lait; on y trouve également de nombreuses recettes de soupes et de timbales pour le lunch et le souper, de sauces à la crème, de boissons au lait et de mets au lait pour les convalescents.—Ministère de l'Agriculture.

La tâche de l'heure

On dit et on répète sur tous les tons que le chômage est à l'heure actuelle le plus angoissant des problèmes sociaux. Depuis dix ans, il fait des ravages considérables. Dans la province de Québec seulement, on a dépensé en moins de dix ans, au delà de cent soixante-dix millions de dollars en travaux publics et secours directs dans le seul but de soulager le chômage. Cependant, s'il a été possible de lui apporter un certain soulagement, il faut de même admettre qu'on n'a pas encore réussi à l'enrayer complètement. Pour le moins, la situation demeure difficile et nos corps publics lui accordent une attention constante.

Un vieux proverbe dit qu'il "vaut mieux prévenir que guérir". C'est certainement aussi plus facile. Si donc on n'est pas parvenu à guérir complètement le chômage, est-ce qu'il n'y aurait pas moyen de tenter de le prévenir, d'en circonscrire jusqu'à un certain point les ravages ? Or, ces ravages s'étendent certainement avec l'augmentation naturelle de la population.

Si nous jetons un coup d'oeil sur cette augmentation, nous voyons qu'elle se chiffre par 45,000 à chaque année. Il est établi que 22,000 filles et 23,000 garçons dans la province atteignent chaque année l'âge de 21 ans. Pour ne parler que

de ces derniers, nous pouvons estimer qu'ils se répartissent en 10,000 pour la campagne et 13,000 pour la ville. En étant fort optimiste, on peut admettre que sur les jeunes de la ville, 6,000 réussissent à s'établir. Parmi ceux de la campagne, il y en a peut-être 5,000. Ce calcul sommaire établit à 11,000 le nombre des jeunes qui, à chaque année, sont dans l'impossibilité de s'établir dans cette province. Si donc nous laissons à tous les ans cette phalange nouvelle s'ajouter au nombre des chômeurs, quel sera le nombre de ceux-ci dans 10 ans, dans 20 ans ?

Il faut donc faire quelque chose pour l'établissement de tous ces jeunes dont le nombre s'augmente à chaque année. Déjà nos pouvoirs publics s'emploient par diverses entreprises à donner à nos jeunes une instruction qui leur permettra de prendre des situations à mesure qu'elles se présentent. Déjà cette politique a eu de bons résultats et cela nous encourage à penser qu'il faudrait amplifier ces entreprises, faire surgir des possibilités d'emploi ou d'établissement pour tous nos jeunes. Nous aurions tort de leur laisser prendre l'habitude de l'oisiveté, d'en faire des chômeurs par nature. De soi, le chômage peut être un accident, il ne devrait pas devenir un fait établi.—C.-E. COUTURE.

LES AMUSEMENTS DANS LE MONDE DU TRAVAIL

Le concert-tabagie organisé par l'union des ouvriers du métal en feuilles, local 116, qui eut lieu samedi dernier, au Café St-Jacques, a remporté un franc succès. Rarement a-t-on vu une telle phalange d'officiers des unions ouvrières se prêter à une entreprise financière d'une union-sœur. Disons qu'à l'exception de quelques unions au moins les sept-huitième des unions affiliées au Conseil des Métiers et du Travail étaient représentées par au moins trois délégués.

Un programme de récréation assez chargé consistant en des numéros de chant, musique, danses de tous genres et d'un tirage au hasard d'un grand nombre de prix a été exécuté à la satisfaction de toute l'assistance.

M. Arthur Martel, président de la Fédération provinciale du travail adressa la parole et expliqua le but que vise la Fédération, et à laquelle toutes les unions ouvrières de Québec devraient s'affilier. Il fit allusion aux négociations en cours du contrat collectif de travail des métiers de la construction pour l'obtention de salaires et de conditions de travail plus en conformité avec les exigences de la vie présente. M. Martel fut très applaudi. M. Paul Dallaire, président du comité d'organisation agissait comme maître de cérémonie.

L'OPPRESSION DES JEUNES ALLEMANDS

Berlin, 20. — Les jeunes n'ont pas le droit de choisir leurs professions, d'après les dernières dispositions prises par le ministre du Travail. Des inspecteurs au nombre de 1,500 affectant d'autorité les jeunes gens à certaines professions, selon les plans de l'Etat. Garçons et filles qui sortent de l'école sont obligés d'en faire la déclaration aux offices compétents. Les garçons qui auront la force physique nécessaire seront affectés aux professions métallurgiques, tandis que les autorités veilleront, d'autre part, à ne diriger qu'un faible contingent vers les professions commerciales et de bureaux. — *La Presse*.

LA FEDERATION DU TRAVAIL DU NOUVEAU-BRUNSWICK

Saint-Jean, N.-B. — La Fédération du Travail du Nouveau-Brunswick a augmenté son effectif de 2,200 membres, au cours de 1938. Ces nouveaux membres font partie de treize nouvelles unions formées à Saint-Jean, Dalhousie, Minto et Edmunston. Au cours des séances du dernier congrès, quatre résolutions ont été référées à la convention du Congrès des Métiers et du Travail du Canada, qui se tiendra à London, Ont., en septembre.

BON ACCUEIL A "L'AIGUILLEUR"

Nous saluons avec joie la venue opportune de *L'Aiguilleur*, organe officiel du local 115, des travailleurs amalgamés de la confection pour hommes. En effet *L'Aiguilleur* arrive à son heure, sa politique sera de répandre l'éducation et de répondre à un besoin urgent, parce que de nos jours, toute association importante a son journal, c'est-à-dire, son organe de propagande. Sa politique sera de créer un centre de renseignements et une feuille de combats tout à la fois; ce sera en quelque sorte le milieu où les ouvriers et les ouvrières de cette branche d'industrie devront évoluer pour le mieux-être de paix et de liberté. *Le Monde Ouvrier* souhaite succès et longue vie à *L'Aiguilleur*.

POURQUOI UN SYNDICAT PATRONAL ?

Le syndicat patronal est d'abord un instrument d'éducation sociale. Il permet au patron de prendre connaissance de ses droits ainsi que de ses devoirs. Il a des droits qui lui sont propres, celui de s'unir en est un et un des plus précieux que lui concèdent les lettres encycliques. Il a aussi des droits sérieux envers les employés et c'est dans un syndicat qu'il pourra les connaître, de même qu'il apprendra ses devoirs envers eux. Le patron chrétien ne doit pas considérer les salariés comme des machines; il est juste qu'il retire de son industrie des profits en raison du capital investi ainsi que des risques qu'il court mais il n'a pas le droit d'ignorer que ses employés sont des pères de famille qui lui fournissent leurs bras en raison d'un salaire raisonnable.

En outre il trouvera dans ce syndicat un organe de défense de ses intérêts. Parce que le patron a quelquefois agi de façon dure pour les ouvriers, ceux-ci sont devenus de plus en plus défiants et sont obligés de se servir des moyens à leur disposition pour faire valoir leurs revendications. D'où ces grèves qui, certes, ne sont pas recommandables mais qui sont inévitables. Le syndicat patronal permettra au patron de se défendre contre les réclamations parfois exagérées de son personnel. Entre le patron et l'ouvrier, il doit y avoir juste coopération qui établisse une entraide mutuelle; le patron trop égoïste, qui ne cherche qu'à augmenter ses bénéfices ne sera pas surpris de voir grandir cette menace révolutionnaire qui gronde un peu partout. Dans le syndicat, il apprendra à être humain pour ses employés et au contact de ses collègues dans le syndicat, il verra mieux la nécessité pour lui d'un devoir social à remplir.—*La Revue de Granby*.

FUMEZ LES Cigarettes
GRADS

Le système coopératif en vogue

Notre éducation économique est à refaire en entier. Peu de peuples parmi ceux de race blanche, qui ont atteint un certain degré de civilisation, sont aussi dénués de connaissances économiques que le nôtre. Pourquoi cela? A cause, paraît-il, de l'enseignement qu'on reçoit. Effectivement, on nous enseigne, dans nos programmes scolaires, le détachement des biens de la terre. Mais il ne faut pas oublier que la possession de certains biens est essentielle et indispensable au maintien d'une existence honnête; elle peut certainement, sans trop de difficultés, faciliter la conquête des biens célestes.

On dira peut-être que c'est de l'ironie que de s'exprimer ainsi. En effet, notre éducation, nous le répétons, est peut-être rempli de rhétorique, dispensée par certains maîtres et nous ne sommes pas le seul peuple à souffrir du manque d'esprit pratique et viril de cette éducation que, par malheur, nous recevons. Ceci nous amène à dire que notre peuple est lamentablement pauvre et se complait à écouter tous ceux qui se plaisent à lui enseigner à supporter sa pauvreté, mais espérons aussi qu'il saura se montrer reconnaissant envers ceux qui apporteront un remède efficace à sa misère.

Ce remède est tout trouvé: c'est le merveilleux système coopératif pour un peuple pauvre qui manque de capitaux. Il n'est pas nécessaire d'aller si loin pour trouver des exemples. A Antigonish, Nouvelle-Ecosse, un mouvement coopératif se développe et produit des résultats merveilleux. Plus près de nous, ici même, à Montréal, un autre mouvement coopératif se dessine depuis près d'une année; une coopérative de consommation, "La Familiale", est établie et réunit un grand nombre d'adeptes qui travaillent à la faire grandir. Pour nous en convaincre, nous, les travailleurs organisés, nous n'avons qu'à visiter son merveilleux magasin situé au numéro 403, rue Notre-Dame Est, et devenir ses adhérents.

NOS PARCS NATIONAUX ET NOS SITES HISTORIQUES

Dans sa quatrième causerie radiophonée sur "la Mise en valeur des Ressources naturelles du Canada," l'honorable T. A. Crerar a traité de nos parcs nationaux et de nos sites historiques. Après s'être réjoui de l'existence de 19 parcs nationaux au Canada, il a cité brièvement les avantages distinctifs des plus importants et indiqué le sens que doivent avoir pour tous les Canadiens nos multiples sites historiques.

Bien que d'origine relativement récente, puisque le premier (Banff) ne remonte guère à plus de cinquante ans, l'idée d'établir des parcs a conquis l'attention, et aujourd'hui on compte dans le Canada dix-neuf régions, dont on s'efforce de respecter les caractères naturels. Il y a lieu de se réjouir que le Canada ait tôt compris l'importance d'une telle initiative, alors que le gouvernement fédéral pouvait encore disposer sans inconvénient de vastes étendues territoriales, du moins dans l'Ouest. On a toutefois réussi dans l'Est la création de trois parcs nationaux dans l'Ontario, et d'autres dans la Nouvelle-Ecosse, le Nouveau-Brunswick et l'Île du Prince-Edouard.

Le premier parc national établi au Canada, il y a plus de cinquante ans, est celui de Banff, aujourd'hui en Alberta. De dix milles carrés à sa création, il est aujourd'hui d'une superficie supérieure à celle de l'Île du Prince-Edouard. Plus à l'ouest est le Parc national Yoho, dont le nom est en indien une exclamation admirative. Il comprend les lacs Emerald et O'Hara, dont la beauté rivalise avec celle de l'unique lac Louise. Au sud du précédent est situé le parc national Kootenay, où se trouvent les fameuses sources thermales de Radium. Plus à l'ouest, dans les monts Selkirk, sont les parcs Glacier et Mount Revelstoke, dont le premier ne peut encore être atteint que par chemin de fer. Dans l'extrémité sud-ouest de l'Alberta, le parc des lacs Waterton constitue avec le parc américain Glacier, auquel il est adjacent, ce qu'on a appelé le parc de la Paix Internationale.

En plus d'être le plus vaste de nos parcs nationaux, Jasper a son importance historique, puisque c'est à travers ses vallées et défilés qu'il y a plus d'un siècle on se rendait au Pacifique. Il a aussi ses thermes et ses glaciers. Dans un décor sauvage, au centre de la Saskatchewan, est le parc Prince Albert, où s'enchaînent lacs et rivières, dans une région rocheuse et

Demandez l'étiquette de l'Union sur toutes vos marchandises

Always demand the Union Label -- It pays

Reproduction des marques syndicales, cartes d'ateliers, boutons, Union Labels, Shop Cards, Working Buttons and Emblems used to designate membership in the affiliated National and International Unions with the American Federation of Labor.



boisée. Centre balnéaire facile d'accès est le parc Riding Mountain, dont le lac Clear est justement renommé.

Parmi les parcs réservés d'abord pour la conservation de la faune et des oiseaux sauvages, les plus importants sont le parc Buffalo, à Wainwright, Alberta, où vivent plus de 5,000 bisons, le parc Elk Island, devenu ces dernières années un centre de tourisme fréquenté, enfin le parc Nemiskakan établi pour la préservation de l'antilope d'Amérique.

Ontario contient trois parcs nationaux: celui de la baie Georgienne composé d'un groupe d'îles, celui de la Pointe Pelée, extrémité méridionale du Dominion, enfin celui des Mille Isles. Le parc de l'Île du Prince-Edouard comprend vingt-cinq milles de la rive sablonneuse du nord de l'île, où l'eau est sensiblement plus chaude l'été qu'à des centaines de milles plus au sud sur l'Atlantique. Quant au parc des Hauts de Cap-Breton, il est borné lui aussi par des plages attrayantes; c'est de plus le premier coin de terre canadienne, où débarqua un Européen, Jean Cabot, en 1497.

"Ces parcs vous appartiennent", dit ici M. Crerar. "Ils sont votre propriété, et le gouvernement n'en a la gestion que comme fondé de pouvoirs." Et il insiste sur l'importance de les conserver vierges de tout commercialisme pour les générations futures et les touristes.

Un autre élément de la vie nationale de nature à intéresser tous les Canadiens d'aujourd'hui et de demain est le souvenir de notre glorieuse histoire. C'est d'ailleurs un point essentiel à la formation d'un esprit vraiment canadien. Le Service des Parcs nationaux avec le concours d'historiens s'est donné pour mission d'indi-

quer et de conserver les sites historiques importants du Canada. Sur mille suggestions faites à la Commission, trois cents ont mérité des témoignages commémoratifs, monuments, plaques, etc. Certains endroits particulièrement remarquables, comme le Fort Anne, en Nouvelle-Ecosse, et le Fort Beauséjour, au Nouveau-Brunswick, sont même devenus des parcs nationaux.

La province de Québec, en quelque sorte le berceau du Canada, a été honorée de quelque soixante-dix témoignages commémoratifs, entre autres la croix érigée à l'endroit où Cartier débarqua en 1534, le monument à Madeleine de Verchères, et la restauration de l'historique Fort Chambly. Et de l'Atlantique au Pacifique, jusqu'à la baie d'Hudson, il y a maintenant de ces endroits historiques d'intérêt pour les visiteurs, et quelques-uns ont même leur musée.

Riche héritage de beauté et de traditions que ces parcs et sites historiques, héritage lié à notre esprit, à notre éducation et à nos récréations. Nos ancêtres occupés à tailler dans la forêt le domaine national avaient peu de loisirs, mais les évolutions agricole et industrielle ont transformé la vie moderne, et c'est au sein de la nature qu'il faut aller de temps en temps puiser l'énergie physique et mentale. Ce sont là autant d'avantages qui, en plus de l'attrait touristique, doivent nous faire considérer nos parcs et nos sites historiques comme partie de notre actif le plus précieux.

— Mais si ton fiancé gagne si peu d'argent, comment ferez-vous lorsque vous serez mariés?

— Nous nous priverons... de tout ce dont mon mari aura besoin.

EXPORTATIONS DE POMMES DE TERRE EN 1939

Il s'exportera moins de pommes de terre en 1938-39 que d'habitude parce que la récolte de ce tubercule a été faible au Canada, dit la Revue agricole. Il s'est fait quelques expéditions de tubercules de table sur les Antilles britanniques et sur le Hong Kong. Quant aux exportations de pommes de terre de semence sur l'Amérique du Sud on compte qu'elles formeront un total d'environ 250,000 boisseaux contre plus d'un million de boisseaux en 1937.

Le plus des pommes canadiennes évaporées est emballé en Nouvelle-Ecosse et la Colombie-Britannique. Il ne s'en est emballé que très peu en Ontario en ces cinq dernières années.

Presque toute la récolte de 1938 de bananes Gros Michel cultivée dans les îles de Trinidad, Grenada, St-Vincent, et Dominica, qui représentent le groupe de l'Est des Antilles britanniques, a été exportée sur le Canada.

Pendant la saison courante et à venir jusqu'au 1er février la quantité de pommes canadiennes exportées sur le marché anglais a été de 1,495,422 caisses. Ceci représente une augmentation de 30 pour cent pour les barils et une diminution de 1 pour cent pour les caisses sur la période correspondante la saison précédente.

Pour rendre les vitres propres et brillantes, frottez-les avec un chiffon imbibé de pétrole, essayez ensuite énergiquement avec une peau de chamois.

Social Remedies Within the Democratic System

Under the above caption, the Toronto Daily Star, in a recent editorial urges establishment of a greater measure of social security in Canada, and like organized labor, contends that this in itself would best serve to maintain democracy by bringing the greatest good to the greatest number. The "Star," which has consistently advocated social reforms, believes "that Canada is able, within the democratic system, through Federal or provincial legislatures to establish relief to the people from some of their basic burdens and fears." It advocates "Unemployment insurance, health insurance, minimum wages and maximum hours for men (a "floor for wages and a ceiling for hours"), reduction of the age for old age pensions to 65, a national works program and the reorganization, on a federal basis, of the present disorganized, inadequate relief system."

Continuing, the editorial says:—

"Most or all of them, with variations, are in operation in the democracies — Great Britain, Australia, New Zealand, Scandinavian countries, the United States. A number of such measures have been longest in existence in Great Britain and they have not been challenged as injuring or menacing the democratic system. They

are accepted as normal social measures, and found to be extremely beneficial for the maintenance and preservation of democracy. Canada has not yet tried out any such measures excepting Old Age Pensions, and can quite easily do so within the democratic system. Indeed there is no other method as lasting and satisfactory by which to evolve such remedies than in the democratic way.

"The Star believes that the best way to ensure the continued existence of democracy is by helping it to grow unhampered. A body grows and develops best when it is properly nourished and exercised. This is also true of democracy. It needs nourishment and exercise, and not to be "saved" from activity. Democracy will thrive best if there is the widest participation of all citizens in all spheres of government. A social security program such as: The Star advocates can come best through the democratic process. The democratic process means that all the people, by thinking, planning and experimenting together, can work out measures which will bring "the greatest good to the greatest number." This cannot be done by restricting groups of law-abiding people from participation in the responsibilities and functions of government."

ILO PROBES BAN ON ELDERLY WORKERS

Geneva, Switzerland. — The International Labor Office has been instructed by its Governing Body to make a further study of the question of "Discrimination Against Elderly Workers."

Decision to this effect was taken by the Governing Body at its recent quarterly meeting held in Geneva. At the same time, it instructed the office to submit to all of the fifty-eight Governments having membership in the ILO, copies of the preliminary study made last year, with a view to obtaining from the Governments complementary information and suggestions, which can be drafted into the new report.

Urging the need for a further study of the question, Robert J. Watt, United States Workers' representative, told the Governing Body that it was of particular interest in the United States where 46 per cent of all gainfully occupied workers are now over forty years of age.

Frederick W. Leggett, British Government representative, suggested that the ILO pay special attention to the causes of unemployment among elderly workers, and to possible remedies. He promised that his own Government would give all possible assistance to the office, and expressed the hope that other governments would do likewise.

INDUSTRIAL HOME WORK COMES UNDER WAGE ACT

Washington, D. C. — Industrial home workers were blanketed under the Fair Labor Standards Act of 1938 in an order issued by Administrator Elmer F. Andrews. It was estimated that the ruling affected several thousand wage earners victimized by a shift of sweatshop labor to the home.

In the order Mr. Andrews ruled that for a six-month experimental period, beginning March 15, employers of home workers must list all workers, date and hour on which work is given out and returned, hours worked on each lot, piece rates promised, wages paid and social security tax deductions.

Whether payment is on a piece-work or hourly basis, the rules state, each worker must be paid at a rate of not less than 25 cents an hour, with time and a half for hours over 44 in one work week.

Andrews, in a statement, said: "The regulations represent the best judgment of some of those who participated in conferences on the subject. They felt that the regulations will at least test the practicability of this kind of control and perhaps answer the question whether we can enforce the fair labor standards act as it now stands with respect to work of this nature."

Regulations cover "any person producing in or about the home, for an employer, goods from materials furnished directly by or indirectly for such employer." Principal industries affected are men's neckwear, leather goods, gloves, knitted wear, bedspreads and embroidery.

36-CENT FLOOR ASKED FOR WOOL TEXTILE PAY

Washington, D. C. — The special committee for the woolen textile industry, following a two-day meeting here, recommend that the minimum wage for the woolen textile industry be fixed at 36 cents per hour — eleven cents over the present 25 cent minimum fixed by the Fair Labor Standards Act of 1938 for all industries and four cents under the 40-cents per hour minimum prescribed as the goal of the act several years in the future.

The committee vote was eight to four, the labor members voting for the 40 cent minimum and the employer and public members united on 36 cents.

Under the Fair Labor Standards Act, Mr. Andrews must hold public hearings on the recommendations of the committee, after which he may issue an order making the 36 cents rate effective or refer it back to the committee for further consideration, or he may appoint an entirely new committee for further study of the economic conditions in the industry.

The committee asked Andrews to reconvene it a year hence in the event he approves the recommendation, to permit it to consider the effect of the new wage on the industry. It also created a sub-committee to confer with textile industry representatives to clarify matters of jurisdiction.

ANDREWS CLAMPS DOWN ON PAY ACT VIOLATORS

Washington, D. C. — Definite action to tighten enforcement of the Fair Labor Standards Act of 1938 were announced by Administrator Elmer F. Andrews.

Declaring that his purpose was to provide "fair and even handed administration," Mr. Andrews detailed 100 inspectors to check up on 2,800 charges that employers had violated the measure.

Meanwhile the Department of Justice announced that it was prepared for the first criminal prosecution under the act on the basis of complaints filed against an unidentified shoe manufacturer of Lawrence, Mass.

"The law has teeth in it, and we are going to see that the teeth bite when occasion requires, both for the protection of workers against conscienceless employers and of law abiding employers against chiseling competitors," Andrews said.

Civil actions — the only kind filed thus far — carry no penalties. But conviction on criminal charges subjects employers to a fine which may not exceed \$10,000 for the first offence, and a fine and imprisonment up to six months for subsequent convictions.

Although the law has been in effect nearly four months, only five court actions have been filed against alleged violators.

18 TIRE FIRMS SUED FOR FIXING PRICES

Washington, D. C. — The evident determination of certain large business interests to evade statute law appears to be revealed in a suit brought by the Depart-

Index des unions ouvrières Labor Unions Directory

ALLIED PRINTING TRADES COUNCIL. — To promote the interests of the Allied Union Label (which can be had in French or English). The following organizations comprise Council: The Typographical Union No. 176; Jacques Cartier Typographical Union No. 145; Printing Pressmen and Assistants' Union No. 52; Bookbinders' Union No. 91; Photo Engravers' Union No. 9; Stereotypers and Electrotypers' Union No. 33; Amalgamated Lithographers of America No. 27; President, W. Forrest; vice-president, C. Arpin; Rec.-Sec., A. F. Ricard; Sec.-Treasurer, James Phillip, Room 103, 686 Notre Dame West. Executive: John Moore, A. Quéry and John Kelly. Auditors: J. A. Ardouin, Jos. Deslongchamps, R. D. Léonard. Tel. MA. 7489. Council meets second Tuesday of each month at 909 St. Lawrence Blvd.

CONSEIL DES METIERS ET DU TRAVAIL DE MONTREAL — MONTREAL TRADES AND LABOR COUNCIL. — Meets every 1st and 3rd Thursday of each month — s'assemble le premier et troisième jeudis de chaque mois, à la salle de l'Assistance Publique, 458, rue LaGauchetière Est. Président, Raoul Trépanier, 1153, rue Saint-Denis, Tél. L.A. 2503; secrétaire-correspondant — correspondant-secretary, J.-E. Gariépy, 11, rue Saint-Paul Ouest, Tél. L.A. 5361; vice-présidents, Alfred Mathieu, 2348, rue Chapleau, Tél. CH. 6150 & J.-A. Sullivan, 1430, rue Bleury, Tél. MA. 3817.

UNION TYPOGRAPHIQUE JACQUES-CARTIER No 145. — Assemblée le 1er samedi du mois. Président, J.-W. Blaquière, 4247 St-Zotique, CL. 3486; secrétaire-trésorier, Henri Richard, 3592, Dorion, AM. 7034.

TYPOGRAPHICAL UNION No. 176. — Meets first Saturday of each month at the Mount Royal Hotel, Raymond M. Bennett, President, 337 Melrose Ave., Verdun; James Phillip, Secretary-Treasurer, Room 103, 686 Notre-Dames W.; Business hours: 9.00 a.m. to 5 p.m.; Saturday, 9.00 a.m. to 1.00 p.m.; MA. 7489.

ment of Justice against eighteen of the largest tire manufacturers in the United States on charges of conspiring to fix prices of tires sold to the Government between October 1, 1936, and March 31, 1938.

The department alleged that the companies resorted to collusive or identical bidding on Government contracts, which is held to violate the provision of the Sherman Act which seeks to give the Government the advantages of competitive bidding.

Taking action under Section 7 of the anti-trust act which provides for triple damages, the Government sued the companies for \$1,053,474.

SCRAPS FROM HANSARD

"The direct relief figures for Toronto show that in the month of December, 1938, there were 66,519 individuals on relief, an increase of 4,642 over 1937. — D. C. ROSS, Conservative, Toronto.

"Should one or more of these (British) nations be at war, Canada is not necessarily at war. Otherwise, the Statute of Westminster would be nothing but a shameful mockery." — Translation of LIGUORI LACOMBE, Liberal, Quebec.

"The average cash income (of Saskatchewan farmers) for the nine-year period 1929 to 1937 was 65% less than the average income for the eight-year period 1921 to 1928." — T. C. DOUGLAS, CCF, Saskatchewan.

"We ought to appreciate some of the good things we have in Canada.... The fact is that we have so many blessings and such a high standard of living that we think we are entitled to them without making very much effort. I do not think there is a country in the world where people can make a living with as little effort as in Canada.... I am a grandson of one of the old pioneers, and I have done the pioneering act too. We were brought up on oatmeal porridge and the Bible." — G. E. WOOD, Liberal, Brantford, Ont.

"The leader of the opposition, speaking somewhere in eastern Canada, I think in Saint John, said that he thought the two-party system was good enough for Canada, and he would like the two-party system on the same basis as in Great Britain. Well, he is likely to have it that way, but his party is not likely to be one of the two." — ANGUS MacINNIS, CCF, Vancouver.

WATCH YOUR FINGERS!

Ottawa. — According to the Auditor General's report for the fiscal year ending March 31, 1938, expenses connected with the Criminal Investigation Branch of the Royal Canadian Mounted Police were \$84,623.98. This was an increase over the previous fiscal year of some \$12,000, more than \$8,600 of which went for finger print supplies.

CONSEIL DE DISTRICT DE MONTREAL DE LA FRATERNITE UNIE DES CHARPENTIER-MENUSIERS D'AMERIQUE — MONTREAL DISTRICT OF CARPENTERS AND JOINERS OF AMERICA. — President, Esdras Secours; vice-président, F. Doucet; trésorier, E. Lanthier; secrétaire, Pierre Lefevre; gardien, Zénon Primeau; agents d'affaires, Ed. Toussaint et E. Bernier.

Assemblée chaque mercredi, à 8hr, du soir au Monument National, chambre 10.

U. L. 131, s'assemble tous les lundis soirs au Monument National, chambre 11, Pierre Lefevre, secrétaire.

U. L. 178, s'assemble tous les 1er et 3e jeudis de chaque mois, au Monument National, chambre 10, Jos. Remy, secrétaire, 8813, rue Henri-Julien.

U. L. 127, s'assemble tous les 2e et 4e lundis, au Monument National, ch. 10, Eudore Primeau, secrétaire, 161-4e Ave., Verdun.

U. L. 124, s'assemble tous les 2e et 4e jeudis, à 904, Ste-Catherine ouest, H. H. Salter, secrétaire, 2282, Oxford Ave., N. D. G.

U. L. 1360, s'assemble tous les 1er et 3e lundis, à 4030, Notre-Dame ouest, H. Martin, secrétaire, 3845, rue Claude, Verdun.

U. L. 1375, s'assemble tous les lers lundis, à 159-1e Avenue, Lachine, Harris Daoust, secrétaire, 159, 1re avenue, Lachine.

U. L. 1558, s'assemble tous les lers vendredis, à 1651, rue Létourneau, Charles Thibault, secrétaire, 2611 rue Bourbonnière.

Membres Associés, ce Local s'assemble le 2e mardi, au Monument National, chambre 11.

FRATERNITE DES WAGONNIERS DE CHEMINS DE FER D'AMERIQUE, Logo Ste-Marie No. 231. — Assemblées régulières les 2e et 4e vendredis, salle de l'Assistance publique, 458 LaGauchetière E. Président, A. Mathieu, 2348 Chapleau, CH. 6150; vice-président, Donat Roy, 4602 rue Cartier; secrétaire archiviste et correspondant, Alcide Montpetit, 2148 Davidson, FR. 5086; secrétaire financier, R.-B. Lamarche, 4505 Delorme; secrétaire-trésorier, A. Bertrand, 2345 rue Aylwin, AM. 1880; guides: O. Côté, 2710 rue Dandurand et H. Tassé, 2016 rue Omer, Longue Pointe, CL. 3298; sentinelle, Emile Brunet, 5693, 5e Avenue, Rosemont; gardien, H. Dubuc, 5170-5e Avenue, Rosemont; maître de cérémonies, T. J. Smith, 5501-11e Ave. Rosemont; Comité local de protection: président, N. Vaillancourt, 2494 rue Rouen, FR. 5560; secrétaire du comité, N.-J. Limoges, 3973 St-Catherine est, AM. 0471. Membres du comité: P. Nolet, 7350 rue St-Hubert, CR. 6200; D. Allaire, 1833 St-Germain, FR. 3379; Joseph Gour, 1979 Gauthier AM. 9177; Alfred Gauthier, 2105 rue Préfontaine, FR. 1502; auditeur: E. Deniger, 2402 Chapleau; D. La porte, 2020 Valois; directeur local d'éducation: F. Dubuc, 2696 Orléans.

UNION DES EMPLOYES DE TRAMWAYS DE MONTREAL, Local 790. Association des Employés de Tramways électriques et de chauffeurs d'Autobus d'Amérique. — Montreal Tramways Employees' Union, Local 790, Amalgamated Association of Street, Electric Railway and Motor Coach Employees of America—Quartiers généraux. — Headquarters: 1159 St-Denis, tél: L.A. 2508. Officiers—Officers: Gérard Gagnon, vice-président international et président local; J. Georges Gagnon, vice-président; O.-A. Neveu, secrétaire-financier; Raoul Trépanier, agent d'affaires; Alberto Brodeur, trésorier; Henri Cholet, secrétaire correspondant; W. Latour, sentinelle. Le local se réunit le 2e mercredi de chaque mois, à la salle de l'Union du Commerce, 1070 Berri, et l'exécutif le lundi précédant l'assemblée régulière, à 1153, rue St-Denis.

FRATERNITE DES PEINTRES DECORATEURS ET TAPISSIERS D'AMERIQUE. — Local 319. — S'assemble le 2e et 4e lundi du mois au 1331A rue Ste-Catherine est. Président, A. Renaud, 500 Congrégation, Fitzroy 0995; vice-président, C.-A. Mondor, 4227 rue Mentana; secrétaire-correspondant, E. Gilbert, 8626 Henri-Julien; trésorier, L.-P. Boisselle, 4562 rue Marquette; secrétaire-financier, Raoul Gervais, 2585 Blvd Gouin; conducteur, A. Goudreau, 8078B Notre-Dames Est; Auditeurs: Arthur Boismenu, 4621 Colonial; Clovis Guilbeault, 5614 Delorimier; Gaston Renaud, 5023 Chambord; gardien, Joseph Girard, 8145 rue Saint-André.

UNION DES TRAVAILLEURS DE LA CHAUSSURE, Local 249. — Boot & Shoe Workers' Union. — S'assemble tous les vendredis soirs à 1331A Ste-Catherine Est. Président, Henri Belland, 6389, Blvd. Saint-Laurent; 1er vice-président, Paul Métayer, 1468 Dorion; 2e vice-président, Delphis Jodoin, 1766 rue Panet; secrétaire-archiviste et correspondant, N. Gervais, 2112 Wolfe; secrétaire financier, trésorier et agent d'affaires, Chs McKecher, 1331A Ste-Catherine E., CH. 6511, privé CL. 6123; assistant agent d'affaires, Lionel Thibault, 4670 Papineau, AM. 7062; sentinelle, André Bouchard, 5833 Christophe-Colomb. L'exécutif s'assemble le 1er et 3e mercredi du mois, à 1331A rue Ste-Catherine Est. Président, Ovide Drolet, 4104, Bordeaux; vice-président, Jos. Beauregard, 1598 Beaudry; secrétaire, N. Poirier, 2137 rue Champlain.

INFANT MORTALITY

The Canada Year Book for 1938 gives infant mortality statistics for 56 world cities as at 1935. Oslo, Norway, heads the list with only 26 for every 1,000 live births. Victoria, B. C., comes second with 27. Amsterdam, Vancouver, Saskatoon, Wellington, N. Z., Edmonton and Stockholm are next in line. Toronto is in twenty-eighth place with a rate of 51. Montreal and Ottawa come fifty-first and fifty-second with rates of 87 and 94. Quebec has an infant mortality rate of 101 per 1,000 live births, being exceeded among large world cities by only Madras and Bombay, India.

Frank—"Doc," said he, "if there is anything the matter with me, don't frighten me half to death by giving it a scientific name. Just tell me what it is in plain English."

"Well," said the doctor, "to be frank with you, you are just plain lazy."

What's Doing at Ottawa

By GRACE MacINNIS.

Western farmers have held the parliamentary spotlight these past few days. T. C. Douglas, Saskatchewan CCF member, brought them to the fore when he questioned the Minister of Agriculture about seed for this spring. He wanted to know three things: Was the federal government going to provide seed this year? If so, would it be distributed in time? Would facilities be provided for farmers to exchange non-rust resistant varieties for rust-resistant on a reasonable basis? The Saskatchewan Minister of Agriculture had stated farmers must provide their own seed this year and that so far no arrangements had been made for 1939 seed grain financing. Farmers, said Mr. Douglas, were worried. In eight weeks many of them would be on the land and as yet the federal government had announced no policy. E. E. Perley (Conservative) and M. J. Coldwell (CCF) also urged action.

Provincial Responsibility

Hon. J. G. Gardiner replied that seed grain was a problem for the Saskatchewan government to worry about. Last fall farmers had been warned to save seed for this spring. At the request of the province, the Dominion government had made \$9,000,000 available for food, clothing and feed grain for those farmers with no crop last year. Ottawa had spent \$21,000,000 on seed distribution last spring; this year farmers who had got two, three or four bushels to the acre last fall were expected to have saved enough to do their own seeding.

Grain Exchange to Control

Mr. Gardiner's statement on wheat policy is bound to cause discussion both in the House and among farmers. Details of the bill are not yet available. The Minister claims that through the acreage bonus it will provide better than does the existing system for crop failure or lack of markets. From the point of view of the farmer the proposal means that the government is abandoning him to the mercies of the private grain exchange. The fixed minimum price is to be scrapped and the system of futures reintroduced. Farmers will have no choice but to sell their grain at the price offered by the private trade. Mr. Gardiner promises supervision of the grain exchange. Theoretically there has always been supervision. He promises the encouragement of the Pools. But with the private exchange in control of the marketing situation that promise is valueless. So is the promise of home-building on the prairies. Mr. Gardiner describes the proposal as:

"a policy which will lead to costs of production and standards of product which will invite a paying market for all our products."

In other words it is a policy which will allow the private grain exchange to force down the farmer's living standards to the point where he can noutbid other wheat-producing countries for the market.

Trade Agreements

Premier King has got his big speech off his chest. It took about an hour and a half but as it dealt with the Trade Agreements, the time was well spent from the Liberal standpoint. The government regards them as the feature of the session if not of this Parliament. Mr. King called them "the one outstanding contribution of our times toward economic disarmament" and the fulfilment of the Liberal election pledges of 1935.

Debate on the Agreements is bound to be lengthy. Conservatives will probably find that a number of items are detrimental to Canadian business and the tariff is always a favorite theme with them. CCF members will approve the general principle of freer trade and international planning. But while old party members regard trade as the CAUSE of economic prosperity, the CCF holds that only social ownership and control can bring prosperity to the masses.

Committee to Probe Bren Guns

The Bren Guns are on their way to the Public Accounts Committee for further investigation. Ten days' bitter debate ended when C. G. MacNeil's motion to send them there was passed in one of the strangest divisions taken in the House. Not a single member voted "Nay." But attacks and counter-attacks lasted till the end. Other CCF members on the Committee with Mr. MacNeil are T. C. Douglas and P. J. Rowe. Just before the vote C. H. Cahan (Conservative), ex-Secretary of State, demanded that Defence Minister Mackenzie resign in favor of a competent successor — one who would not persistently defy the Prime Minister and his Cabinet Colleagues. A defence purchasing board under either the Prime Minister or Finance Minister would be a makeshift. Their duties were already heavy enough. The remedy was a capable Defence Minister. Until he was appointed, the Canadian people could have no confidence in the National Defence Department.

Ten Commandments of Goodwill

Prepared by Dr. WALTER VAN KIRK of the Federal Council of Churches of Christ.

1. I will respect all men and women regardless of their race or religion.
2. I will protect and defend my neighbor and my neighbor's children against the ravages of racial or religious bigotry.
3. I will exemplify in my own life the spirit of goodwill and understanding.
4. I will challenge the philosophy of racial superiority by whomsoever it may be proclaimed, whether they be kings, dictators or demagogues.
5. I will not be misled by the lying propaganda of those who seek to set race against race or nation against nation.
6. I will refuse to support any organization that has for its purpose the spreading of anti-Semitic, anti-Catholicism, or anti-Protestantism.
7. I will establish comradeship with all those who seek to exalt the spirit of love and reconciliation throughout the world.
8. I will attribute to those who differ from me the same degree of sincerity that I claim for myself.
9. I will uphold the civil rights and religious liberties of all citizens and groups whether I agree with them or not.
10. I will do more than live and let live; I will live and help live.

An Irreparable Loss

The World Mourns the Passing of a Noble Christian Whose Life Was one of Deeds and Works.

By BERNARD ROSE.

The world mourns the passing of a truly noble Christian! Sorrow at his passing is manifested by all classes. Those not of his communion share with their fellow citizens of the Roman Catholic faith the sense of a great and irreparable loss. The world is very much the poorer since His Holiness has gone to his reward. He was a true Vicar of Christ and his whole life one of saintliness and service. He did not spare himself. He was ever ready to protest against persecution and injustice. He was not only a great Christian but a noble humanitarian. His last years were troubled ones. Those who served with him under the banner of Christ were the victims of the policies inaugurated by irreligious and brutal dictators. The Pope stood out for righteousness, since he knew with His Master that: "Righteousness exalteth a nation."

Regardless of the consequences he repudiated the action of the rulers who persecuted minorities solely because of their faith. Few of his predecessors were called to witness such suffering and sacrifice of their flock in several countries, as the Sovereign Pontiff, whose deeds and memory will be his memorial for all time. Seldom, since the Papacy was established, has a Bishop of Rome so strongly endeared himself to those who looked to him for guidance and millions who are outside the fold.

Our fellow citizens of the Roman communion in this province have just reason to be proud of the institution so ably and successfully directed by the most outstanding ecclesiastical statesman in recorded history. Catholics and Christians everywhere were his children.

His great heart went out to those, who were kin of the Saviour he served with such heroic devotion. They have through their spiritual leaders expressed their sincere sorrow in having lost a powerful friend and sympathizer.

Real Christianity does not discriminate because of race, color or faith. It is sublimely forgiving; and no one more beautifully exemplified this tolerance, sympathy and forgiveness than the humble incumbent of St. Peter's throne. Let us all as a tribute to his memory endeavor to conform to the Golden Rule in our dealings with our neighbors. I do not include as such those who criticized the deceased Prelate and are still persecuting the millions who adhere to the faith of their fathers. No one can be truly Catholic or Christian who lacks charity or forgiveness as it was taught by the Nazarene and those who serve Him loyally and selflessly.

There has gone from us a Master mind and a great Soul. The massive bells of St. Peter's at Rome sadly toll their last homage to one of the earth's great children. Their echoes will be heard wherever a Christian heart beats. Nobly he lived! Still more nobly he died, and the world kneels at his bier dimly aware that his like will not soon be with us again.

Might I suggest that the workers in Quebec who pray for him and who throughout his life held him in reverence should forget their differences and unite to carry out the precepts which he and an illustrious predecessor embodied in their immortal encyclicals. Jesus believed in unity, brotherhood and solidarity. No more sincere tribute could be paid the memory of the Prince that has left us than to make it the occasion for the uniting of those who toil in one organization in order to more effectively live the Christian life.

Start Them Right!

By DR. CHARLES STELZLE

Executive Director, Good Neighbor League

There's a great difference of opinion as to whether the character of parents or the living conditions, is the determining factor in the future life of children. The arguments on either side are equally convincing. The workers of America have come a long way in spite of their humble beginnings. Even those born in the tenements have risen to places of power and influence.

But it is quite likely that most of these had back of them the strong character inherited from their parents. On the other hand, many of the sons and daughters of the rich have failed because of a weak strain in their parents. When a child has to contend with both bad surroundings and weak parents, he is sure to have a pretty tough time, but even many such have finally won out.

The famous Jukes family consisted of a lazy, irresponsible fisherman and five daughters. In five generations the known descendants numbered about 1,200 persons, of whom 310 were paupers, living in almshouses; 440 were physically wrecked by their own wickedness, more than one-half of the women were immoral; 130 were convicted criminals; 60 were habitual thieves; 7 were murderers; and 200 died in infancy. Not one of them had even a common school education. Only 20 of them learned a trade, and 10 of them learned it in the State prison. This family has cost the State of New York millions of dollars and the cost is still going on.

At about the time that Jukes, the fisherman, died, Jonathan Edwards — a humble New England preacher — left a large family. In 1900, as many as 1,394 of his descendants were identified. Of these, 13 were college presidents; 3 were United States senators; 65 were college professors; 30 were judges; 100 were lawyers — many of them distinguished; 60 were physicians; 75 were officers in army and navy; 100 were clergymen, missionaries, etc.; 60 were prominent authors and writers; 295 were college graduates; 80 held public office.

One was a Vice-President of the United States; several were Governors of States, members of Congress, Mayors of cities; Ministers to foreign courts. Fifteen railroads, many banks, insurance companies and large industrial enterprises have been indebted to their management.

Every man owes it to his children to give them a better chance than he enjoyed. He may not be rich enough to afford a college training for his children; he may not even give them a better home so far as luxuries are concerned; but he can help immensely in giving them healthy bodies and strong characters. This is the least — but it is also the best — that he can give them.

The Office and Duties of 'Speaker'

The Hon. Pierre F. Casgrain, Splendidly Qualified for This Important and Dignified Position.

By BERNARD ROSE.

The office of "Speaker" is an exalted and important one. He must at all times maintain decorum and decide according to precedent or his own judgment the points of procedure to which his attention is drawn during debate. Mr. Speaker must not only possess a deep knowledge of parliamentary rules and procedure but exemplary tact and almost saint like patience.

He has in a real sense the honor of the House in his keeping. He must be alert to see that the rights and prerogatives of members are not in any way abridged. He must be impartial in his attitude to members, regardless of their views or party allegiance. The ceremonial attending his entry into the House is traditional and rigid. Only on very rare occasions is it departed from.

The Speaker exercises a measure of judicial power since he can in his quality punish for contempt. No matter how high tempers may run he must at all times keep studiously calm. His rulings are invariably accepted. Seldom is an appeal from his decision sustained. Once he is elected the "Speaker" occupies a position of authority and independence similar to that of a judge of the superior tribunal of the province.

Canadian Parliaments have been fortunate in the members who were chosen for this high and dignified office. No one has more ably and satisfactorily carried out his difficult duties and measured up to his responsibilities than the Honorable Pierre François Casgrain, K.C. He is regarded as one of the most popular Speakers the House was successful in choosing to carry out the functions of his august office.

He has met, in the fullest way, the expectations of his Leader and colleagues in the chamber over which he presides with such dignity, and whose rules he enforces with pleasing tact and fine courtesy.

There has never been since he first assumed his duties the slightest attempt to be arbitrary or petulant. The Dominion House of Commons is a truly constitutional legislature that is more or less modeled upon the Mother of Parliaments the sittings of which are held in Westminster by which flows the historic Thames.

Speaker Casgrain has demonstrated in the most convincing manner the baselessness of the belief expressed at the time of his election by a former Leader of the Opposition, that temperamentally and because of his ardent support of his Chief and party he was not qualified to fairly interpret the rules and judiciously and judicially carry out his duties.

Prior to being called to the Speaker's chair he was for several years Chief Whip of his party. If any position requires tact, determination and good judgment it is certainly that of the party director in the House.

The Hon. Mr. Casgrain has shown that he has many excellent qualities and fully competent because of his long parliamentary experience to administer an important department of the Government.

When he was abroad as a representative of Canada at the Coronation ceremonies he made an excellent impression upon those he met and members of the British Cabinet or Parliament. He exemplified the wisdom of British statesmanship in giving minorities equal rights and privileges with majorities.

His fellow students at the college and university he attended are proud of one who sat with them in academic halls. He has brought credit to his race and has added lustre to the honorable name he bears.

His many friends, pointing to the promotion to cabinet rank of his predecessors, are confident that a like appreciation will be given him in the event of ministerial changes unless in the interval he is offered and accepts a judicial position for which he is eminently qualified by training, experience, and temperament. He will make as good and capable a minister or judge as he has a Speaker.

He ranks with the Rt. Hon. Ernest Lapointe, the Hon. Mr. Rinfret and the Hon. Mr. Cardin as a distinguished member of the race and faith that has contributed so greatly and generously to the building up of the land to which their ancestors came centuries ago, and left to their descendants, a goodly heritage of faith, industry, courage, and a love of order that makes for stability and democratic continuity. The humblest tiller of the soil and the worker in mine and factory share with their illustrious compatriots of the present and preceding ages the distinction of being the free born citizens of a country with glorious traditions and a still greater future.

Editorial Note: Since trade unions offer an excellent opportunity to learn something of the rules of parliamentary procedure we print with considerable pleasure the contribution on the functions and powers of the "Speaker" from our honorary contributor, Mr. Bernard Rose.

We share with Mr. Rose the satisfaction of having a member of the French Canadian race the holder of this august and historic office. The Hon. Pierre Casgrain has at all times been interested in the welfare of the workers. In former years he addressed gatherings of workers and we are reminded that he addressed, when they were organizing several years ago, a meeting of the taxi drivers of the City.

We are confident that our eminent compatriot will be called to yet higher responsibilities at no distant date. — THE LABOR WORLD.

MENNONITES EXEMPTED FROM A. F. L. CONTRACT

Philadelphia, Pa. — An unusual principle was promulgated here when Local 463, Bakery and Milk Wagon Drivers' Union, affiliated with the American Federation of Labor, excused three employees from membership in its organization because of their religious scruples.

The union took this action in connection with the closed shop contract negotiated with the milk firm of Martin Century Farms, of Lansdale, Pa.

The contract, which ended a 10-day strike, affected three Mennonite employees of the company's Lansdale plant. It stipulated:

"The employer and the union agree that members of the Mennonite or other religious faith, whose religious beliefs prohibit them from joining labor organizations, may be employed and retained without becoming members of the union."

The contract, however, specifies a closed shop for other workers.

Mennonites own to no authority outside the Bible. Hence they feel they should join no organization. Some unions have an understanding they need not join, even in a closed shop. However, some do join, but avoid union activities.

John Backhus, union business agent, said the union's agreement is in line with the United States Constitution's guarantee of religious freedom.

Pope Pius XI and the Working Class

The great achievements of Pope Pius XI won for him a long series of glorious titles. He was rightly called the "Scholar-Pope," and no less rightly the "Pope of the Missions, of Science, and the Catholic Action"; but the title he merited beyond all doubt or question is "Pope of the Workingman."

Dramatic proof of his ruling passion for the toilers of the world was given in the midst of his grave illness in 1937. In the very shadow of death, when what he would say might be his last message, when what he would write might be his last will and testament, he addressed himself, in pain and suffering to "the multitude whom Jesus loved" — the workers of the world.

Men who labor and are heavily burdened will note the statement of Pope Pius XI on the wealth of the few and the poverty of the many:

"The immense number of propertyless wage-earners on the one hand, and the superabundant riches of the unfortunate few on the other, is an unanswerable argument that the earthly goods so abundantly produced in this age of industrialism are far from rightly distributed and equitably shared among the various classes of men." (Quadragesimo Anno.)

Observe the fierce earnestness of the Pope's demand for a living wage for the individual and the fathers of families:

"Every effort must be made that fathers of families receive a wage sufficient to meet adequately family needs . . . Intolerable, and to be opposed with all our strength, is the abuse whereby mothers of families, because of the insufficiency of the father's salary, are forced to engage in gainful occupations outside the domestic walls, to the neglect of their own proper cares and duties, particularly, the education of their children . . . Social Justice demands that by union of effort and good will such a scale of wages will be set up . . . as to offer to the greater number, opportunities of employment and suitable livelihood." (Quadragesimo Anno.)

At the basis of the Pontiff's thought for the security of the worker is the principle of ownership and security:

"Social Justice cannot be said to have been satisfied as long as workingmen are denied a salary that will enable them to secure proper sustenance for themselves and for their families; as long as they cannot make suitable provision through public or private insurance for old age, for the periods of illness and unemployment." (Atheistic Communism.)

The instrument for securing for the worker a just and living wage is the union of workingmen. Again and again the Pope returned to the right of the workingman to organize for the promotion of his interests:

"While readily recognizing and patronizing similar organizations amongst other classes, with criminal injustice they denied the innate right of forming associations to those who needed them most for self-protection against oppression." (Quadragesimo Anno.)

In ringing tones he demanded Justice not Charity. He spoke of the hollow semblance of Justice that doles out charity and prolongs "hand-to-mouth" uncertainty. He envisioned a day when worker and employer will strive together for the common good:

"It is of the essence of Social Justice to demand for each, all that is necessary for the common good; and this done, each individual in the dignity of his human personality is supplied with all that is necessary and there will come to be an intense activity in economic life as a whole pursued in tranquility and order." (Atheistic Communism.)

He appealed to Government to address itself to the sacred duty of ending unemployment:

"The State must take every measure necessary to supply employment, particularly for the heads of families and for the young. . . . Measures taken by the State with this end in view ought to be of such a nature that they will really affect those who actually possess more than their share of capital resources, and who continue to accumulate them to the grievous detriment of others." (Atheistic Communism.)

In this great charter of liberty for the worker proclaimed by Pope Pius XI he did not patronize the toiler by telling him only of his rights, but reminded him that in a reconstructed social order, the workingman has duties, too. All are partners in the work of bettering human conditions and every right implies a corresponding duty. The Peace of Christ in the Kingdom of Christ, is the grand objective towards which all efforts must be directed. Worker, employer, and the government must work together; granting rights, accepting duties, sharing generously in a common prosperity. — Our Sunday Visitor.

DEMANDEZ

LA BIÈRE

POPULAIRE

ASK FOR

THE POPULAR

BEER

MOLSON

Brassée à Montréal

depuis

152 ANS

Brewed in Montreal

since

152 YEARS

From Our Readers

A NECESSITY

Editor, *Labor World*.

Sir: — Might I ask why a powerful organization like the Brotherhood of Railway Carmen of America, with several large locals in Montreal, should not retain the services of a legal adviser who could act as publicity director and render services to the individual members and the organization? If there was ever a time when unions needed services for their members and organizations of the kind suggested, it is certainly the present. The amount required to retain an adviser and publicity director could easily be obtained through a small monthly subscription in addition to the dues which the members pay. It would be an excellent investment for both members and the organization. This organization has several able leaders in the persons of Messrs. Beaudry, Corbett and Broad. They must surely realize the need of and value of having the services available of a qualified person to advise their members who may have legal difficulties as well as represent the organization and keep it before the public. Something should be done without delay.

WORKER.

DEMOCRACY?

Kenogami, P. Q., Feb. 20, 1939

They are calling again, The same old calls, Your King and country need you, Fight to make the world safe for democracy —

Or should we say de-mockery.

If it's the present system they are referring to, that's not what they fought for.

Because the present democracy means millions ill-fed, ill-clothed, poorly housed and barely enough to heat them in winter.

Fight to protect filthy and crooked politicians, fight for scheming crooked governments, fight for patronage and grafters, fight for twenty bucks at seventy!

If we could but awake the dead of Flanders, and ask them what they fought for, and show them what we have got!

For the price of their blood, and misery, and pain, their answer would simply be: "My son, I fought and died in vain."

All any peace loving people are willing to fight for is, enough food, clothing, fuel, good housing conditions, and a little patch of this Dominion that they can call their own back yard; a home to leave our sons and daughters; and enough assurance for our old age. Name me any society or home that are willing to house, feed and clothe any aged person for twenty dollars a month, besides doctors' bills, because at seventy, we sometimes need a lot of rubbing. Give a man some social security and something to fight for.

No man feels like fighting and risking his life only to return to a weekly cheque of fifteen dollars.

Slaving a whole week for a ton of coal, or five cords of wood, probably with a sick wife and his children in rags, half-starving in the shadows of bursting grain elevators and bumper crops. Starving amidst scheming companies and trusts and monopolies, who cut wages another two cents so that the poor bondholders may realize and declare at the end of the fiscal year, just a million more to store in the banks.

You may call this unpatriotic, communistic, or what you like.

But give us what we fought for, and watch us fight again.

Give us what our King and Queen expect us to fight for and not the opposite.

Give the worker the right to defend himself through organized labor unions.

If we find ourselves in the conditions we are in today, a great part is due to mismanagement of industries against labor, high production and cutting of wages. Let wages follow production and we won't have to blame the depression or recession and the hoarding of gold, as they tried to make the people believe in nineteen thirty.

The fall of Democracy will eventually be through the fall of the birth rate in democratic countries.

No working man today can support a family on the present incomes, whereas the dictatorships are paying premiums for larger families.

Unless the democratic countries realize before it is too late, their whole system is due for a terrible upheaval before long, and that is just what the dictators are waiting for.

Give us Democracy, but of "hypocrisy" we've had enough.

By the way! the Province of Quebec opposition, under the unable leadership of the new combine of Paul-Edgar-Bergen Gouin, and Charley-McCarthy Charpentier we have heard over the Radio recently, Paul-Edgar makes him repeat anything. The name of the party has changed, from L'Action Libérale Nationale to L'Action Libérale Nationale Patronale Syndicale Catholique et Nationale (Wow!).

The International union members often wonder which is the hardest: the International stone wall, or the Syndicates' ivory skulls.

Maurice Duplessis has won all of his by-elections in the last two years, and I don't think his downfall will be through the new combine.

We of the International unions—at least — believe that he is too crafty a politician, to leave a small matter like Bills Nineteen and Twenty kick his seat of Three Rivers out from under him in the next provincial elections.

Maurice is the Premier, you know. But we are still the people.

CANUCK.

URGES FAMILY ALLOWANCES

House of Commons, Ottawa. — Vital Mallette, Quebec Liberal, pressed for a very concrete piece of social legislation when he advocated family allowances. From the viewpoint of the employer all workers must be paid as individuals, regardless of the size of their family. But, from the worker's angle the wage scale is inequitable. "It is evident," said Mr. Mallette, "that the ordinary worker, making two to three dollars a day, with a family of, say, five children, cannot give his family the standard of living which can be given by another worker in the same line getting the same remuneration and bringing up only one child or none at all. In the case of education alone, the first man would be under a terrible hardship and his children likewise." Sooner or later, stated the Quebec member, the State would have to give serious consideration to the question of family allowances.

NOVA SCOTIA FISHING LOSSES

House of Commons, Ottawa. — Strong criticism of the Premier of Nova Scotia was voiced in the House of Commons by R. E. Finn, Liberal, of Halifax. Fishermen had suffered severe losses in the gale of December 6th and now had no means of replacing the gear necessary for their livelihood. The loss was estimated by the Premier at \$125,000. He was spending \$20,000 voted as a contingency fund by the Federal Government and \$20,000 voted by the Provincial Government to provide road-work for these fishermen.

Referring to the \$40,000, Mr. Finn said "it would not give a week's work to the fishermen, and then they would have to use that money to live. They desire to go lobster-fishing on the first day of March, four miles off the coast, and they have not the traps, nor the anchors nor the floats." Want and misery among fishermen on that part of the coast are causing widespread tuberculosis. Sisters of Charity, two nurses and a dietician were sent in. Two hundred quarts of milk and cream are going to homes where tuberculosis is rampant. Two thousand gallons of paint were contributed to improve the homes, but they were so dilapidated that it was useless to use it.

Coming to the defence of the Premier, V. J. Pottier, another Nova Scotia Liberal, stated that it was the intention to spend as much on road work as would equal the loss. He did not favor road work himself, but thought the attack on the Premier unjustified. A feature of the debate was the support expressed by members of all parties for the best and most effective form of assistance to the Nova Scotia fishermen. A number of western members were particularly sympathetic.

SOMETHING WRONG SOMEWHERE

House of Commons, Ottawa. — Finance Minister Dunning is asking Parliament for authority to borrow \$750,000,000 to pay some of Canada's debts, to buy unmaturing securities and "for public works and general purposes." Hon. H. H. Stevens wanted to know where the money would be borrowed: New York? London? Within Canada? Canada already owes the United States for all forms of public and private debt about four and a half billion dollars. As that amount has been owing for about the last ten years, Mr. Stevens was curious to know how Canada would repay the United States or, for that matter, any other creditor. The Finance Minister offered no suggestions.

Government loans held in Canadian banks have increased greatly in recent years. In 1926 they were amounting to \$324,000,000. By 1931 they had slightly increased to \$396,000,000. But in 1936 the banks held Dominion and Provincial government loans of \$1,097,000,000, and in 1938 the total had risen to \$1,287,000,000.

On the other hand, commercial loans made by the banks have decreased. In 1926 they amounted to \$983,000,000. In 1931 they were \$1,141,000,000. In 1936 they had dropped to \$707,000,000, the 1938 figure was \$731,000,000.

"There is something wrong," commented the former Minister of Trade and Commerce.

CANADIANS FINANCE NAZIS

House of Commons, Ottawa. — Is the German Consul to be permitted to use his office to spread Nazi propaganda in Canada? That was what C. G. MacNeil (CCF, Vancouver) asked the Prime Minister. Wilhelm Rodde is Consul General at Ottawa. He is also Commissioner for the German Winter Relief Action 1938-1939 in Canada. In the latter capacity he sent out an appeal in German to Canadians of German origin. Here is a translation:

"The sixth annual winter relief campaign of the German people is under way. In this year it stands as a token of the reunification of Austria and Sudetenland with the German home-land. This greatest historical deed of our leader and

LE MONDE OUVRIER

Rédigé en collaboration
Gus. FRANCO, Rédacteur
Le seul journal ouvrier bilingue au Canada
Un médium national pour les ouvriers



Membre de la Presse ouvrière internationale d'Amérique

THE LABOR WORLD

Canada's Only Labor Bilingual Paper
A National Medium for the Workers

Imprimé par l'Imprimerie Mercantile, Limitée, 11, rue Saint-Paul Ouest, Montréal

Le soir, 908 Sherbrooke Est
Tél. CHerrier 7050

GERARD TRUDEL
AVOCAT

57 OUEST, RUE ST-JACQUES
Suite 209. Tél. MARquette 2636



L'Alderic Raymond - VICE-PRESIDENT

"\$2,200.00 an Hour"

In 1937 this Company, its subsidiary and controlled companies paid out in salaries and wages a total amount of \$5,387,249.00 or more than \$2,200.00 every working hour.

THE SHAWINIGAN WATER & POWER COMPANY

Montreal Quebec

chancellor Adolf Hitler obliges every German compatriot to contribute a thank-offering to the winter relief work and thereby give tangible proof of the bonds of unity with the home-land — Greater Germany.

"Many of our citizens in Canada have — especially in winter — great difficulties in their struggle for existence. We wish to help alleviate their needs and thus bring closer to them the great German people's community. 75% of all collections in Canada are exclusively used for this purpose. Only when sacrifices are made can true comradeship, fraternity and genuine nationality prosper. Therefore, let our needy sisters and brothers feel that we are all members of a great people's community. Tremendous problems confront us. Let everyone contribute his share and help also this winter to the best of his ability."

Contributions, concludes the appeal, will be received at the German Consulate General, Ottawa, and the German Consulate, Montreal. It would be interesting to know where the other 25% of Canadian collections go. Mr. King promised to investigate the alleged violation of diplomatic privileges.

TO PROTECT PEACEFUL PICKETING

House of Commons, Ottawa. — C. G. MacNeil (CCF) is introducing a bill which, if passed, would make sure that peaceful picketing is considered a legal activity. The present section of the Criminal Code is vague. Mr. MacNeil's bill improves it by a clear-cut definition of "peaceful picketing" which leaves no room for doubt.

Our Leading Amusement Places
Dans nos Théâtres

PALACE

RUDYARD KIPLING'S
"GUNGA DIN"
with GARY GRANT
VICTOR McLAGLEN
Douglas FAIRBANKS, Jr.
Week Days, 10 to 1, 25c.

CAPITOL

"ST. LOUIS BLUES"
with DOROTHY LAMOUR
LLOYD NOLAN
Added Attraction
"BOY TROUBLE"
with CHARLIE RUGGLES

PRINCESS Theatre

"Son of Frankenstein"
with BASIL RATHBONE
BORIS KARLOFF
BELA LUGOSI
Added Attraction
"Down on the Farm"

LOEW'S THEATRE

Benny DAVIS
and his all new
STARDUST REVUE of 1939
with JOHN ELLIOTT
On the Screen
"Little Tough Guys
in Society"

DOMINION BRIDGE CO. LIMITED

Head Office and Works at:
LACHINE, P. Q.
Branch Works:
Amherst Ottawa Toronto
Winnipeg Calgary Vancouver

Tél. LANcaster 3858
Salon de Fleurs ST-DENIS
1590, RUE SAINT-DENIS (Edifice du Théâtre St-Denis)
Spécialités:
Bouquets de Noces, Tributs floraux
Escompte de 10% aux lecteurs du "Monde Ouvrier"
Mme J.-Z. PILON. Rés. HA. 7901

MONARCH GAS RANGES

Made by
Canadians
for
Canadian Homes

BE READY FOR EXAMINATIONS. We have helped hundreds to obtain positions as Letter Carriers, Postal Clerks, Customs Examiners, Clerks and Stenographers, etc. Free Booklet of information. M.C.C. Schools, Ltd., Toronto 10. Oldest in Canada.

Quality Cleaning by

Paul SERVICE STORES LIMITED

40 Stores Conveniently Located to Serve You Promptly

Head Office and Plant

1451 BEAUBIEN E.

MONTREAL

DOLLARD 4671